

*Initiatives ministérielles*

qu'aucun des cinq membres permanents n'y oppose son veto.

J'invite les députés à la modération quand ils parlent de faire la guerre à l'Irak, de déposer Saddam. Quand on le traite de fou, on ne le considère pas comme un être humain et on peut alors être tenté de ne pas le traiter comme un être humain. Ce n'est pas, à mon avis, l'attitude à adopter. Cela ne réglerait rien.

On nous a dit qu'il avait fallu agir rapidement pour protéger l'Arabie Saoudite. Mais, d'après ce que j'ai entendu, on ne nous a donné aucune preuve du danger qui menaçait l'Arabie Saoudite. Les États-Unis auraient reçu de leurs satellites des renseignements comme quoi des chars d'assaut irakiens s'amassent à la frontière de l'Arabie Saoudite.

Mais les renseignements que fournissent les États-Unis n'ont pas toujours été exacts. Il y a eu l'incident odieux du golfe du Tonkin qui a été organisé pour justifier l'escalade de la guerre au Vietnam. Peut-être était-ce une erreur, peut-être n'a-t-il pas été délibérément planifié, mais cet incident n'aurait jamais dû servir de prétexte pour élargir cette horrible guerre.

L'invasion du Koweït découle en partie d'un conflit vieux de 60 ans créé par les manigances de la Grande-Bretagne dans sa zone d'influence du Moyen-Orient après la Première Guerre mondiale. À ma connaissance, il n'y a pas de différend de ce genre entre l'Irak et l'Arabie Saoudite. Il n'existe aucun conflit portant sur des champs de pétrole communs. Le différend entre l'Irak et le Koweït est en partie un héritage du colonialisme de la Première Guerre mondiale, lorsque la Grande-Bretagne et la France, à titre de vainqueurs, se sont partagé l'ancien empire ottoman, transformant certains territoires en colonies et plaçant d'autres sous leur tutelle, comme États semi-indépendants.

C'est dans cette région, où la Grande-Bretagne et la France ont été actifs depuis, quoique moins qu'auparavant, que les Nations Unies ont décidé de créer l'État d'Israël, suscitant malheureusement un conflit entre les Israéliens et ceux qui vivaient là auparavant.

Cet autre conflit était dû au fait que, pour gagner des alliés, la Grande-Bretagne avait promis le même territoire, à la fois aux Palestiniens qui y avaient toujours vécu et aux Juifs qui rêvaient d'y revenir.

Lorsque les Nations Unies ont tenté de stabiliser la situation en adoptant la résolution 242 demandant à Israël de se retirer des territoires qu'il avait occupés par la guerre plus tard, les Israéliens ont dédaigné la résolution, les États-Unis en ont fait abstraction et le Conseil de sécurité n'a pris aucune mesure pour la faire respecter. Il y a quelque temps, le Conseil de sécurité a adopté la même attitude, ne faisant rien pour arrêter ni même pour condamner l'invasion de Panama par les États-Unis, agression caractérisée qui a fait 3 000 morts, surtout dans la population civile. En d'autres termes, monsieur le Président, nous sommes en présence d'une double échelle de valeurs et nous ne devrions pas aller en guerre dans de semblables circonstances.

Il importe en outre de noter que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité étaient parmi ceux qui armaient l'Irak depuis dix ans. Pourquoi? Apparemment, ils voulaient que Saddam attaque l'Iran, ce que Saddam a fait. Maintenant, Saddam a fait la paix avec l'Iran et a attaqué le Koweït, mais sa conduite d'agresseur a reçu pendant des années la bénédiction des Américains, des Britanniques et des Français. Cependant, voilà que soudain, la bénédiction s'est implicitement transformée en malédiction.

Monsieur le Président, comme alliés des États-Unis et de la Grande-Bretagne au sein de l'OTAN, nous ne sommes pas sans reproches. En fait, c'est l'OTAN que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a citée comme autorité puisqu'il a déclaré qu'il envoyait des bateaux au Moyen-Orient après avoir consulté les dirigeants de l'OTAN à Bruxelles. D'après la charte de l'OTAN, le Moyen-Orient est à l'extérieur de la région dont l'organisme doit s'occuper. C'est à des centaines, voire des milliers de milles, de cette zone. L'OTAN n'avait pas à autoriser ou à encourager le Canada à envoyer des navires dans le golfe d'Oman. Ce n'est pas du ressort de l'OTAN, mais je comprends bien que les généraux de l'organisme, qui n'ont plus à pointer leurs armes vers l'Union soviétique, veuillent les utiliser ailleurs, par exemple pour protéger les approvisionnements des États-Unis en pétrole.

Les approvisionnements pétroliers des États-Unis sont un très grave problème pour le Moyen-Orient depuis des décennies. Ce facteur a joué dans le renversement de l'ancien premier ministre d'Iran. Voici un passage d'un document de la Bibliothèque du Parlement, daté du 19 septembre, au sujet de l'histoire de cette région. Il est question notamment des désaccords sur le prix du pétrole: